Communiqué de presse n. 49/2024

L’agriculture européenne face au risque des droits de douane

Lors de la troisième journée d'EIMA International, les parlementaires européens ont débattu des retombées sur le secteur agricole européen du Pacte vert et de l'élection de Donald Trump. Il est nécessaire que l'Europe reste compacte lors des négociations avec les États-Unis et avec les autres partenaires commerciaux.

Les résultats des élections américaines peuvent avoir un impact décisif sur l'économie italienne et européenne. « Une éventuelle politique des droits de douane et les nouvelles orientations en matière d'environnement pourraient pénaliser un secteur comme celui de l'agroalimentaire dans lequel l'Europe exporte actuellement pour une valeur de 200 milliards d'euros par an ». C'est ce qu'a déclaré aujourd'hui Paolo De Castro - Président de Filiera Italia - en ouvrant la conférence sur les politiques européennes dans le cadre d'EIMA International, le salon mondial de la mécanique agricole qui se déroule en ce moment à la foire de Bologne. « L'Europe s'est engagée sur la voie du Pacte vert - a ajouté De Castro - et la question que nous devons nous poser aujourd'hui est de savoir s'il sera possible de concilier ce projet avec les objectifs de l'administration Trump ».

Le thème des politiques environnementales apparaît comme l'un des plus épineux dans le scénario politique actuel - a souligné Massimiliano Giansanti, président Confagricoltura et du Copa – s'il est vrai que l’administration Biden avait alloué près de 200 milliards de dollars pour la transition écologique, des fonds que les agriculteurs américains eux-mêmes ont préféré ne pas utiliser pour ne pas modifier leurs canons de production. Les agriculteurs italiens ne sont pas opposés au Pacte vert – a observé Luigi Scordamaglia, président de Eat Europe – mais ils demandent que le principe de réciprocité soit appliqué pour éviter des formes de concurrence déloyale de la part de pays ayant des standards de qualité inférieurs. Le thème de l'écologie - comme le démontre la rencontre de Bologne - est étroitement lié à celui de l'agriculture, car il fait partie intégrante du modèle agricole européen, que l'Union doit défendre. Le secteur agricole a connu des années difficiles - a déclaré Herbert Dorfman, membre de la Commission Agriculture du PE - en raison, entre autres, de l'incidence du facteur climatique et météorologique, et nier le changement climatique serait une grave erreur. Tout comme il serait erroné de modifier radicalement les orientations actuelles puisque les politiques agricoles adoptées jusqu'à présent ont, dans de nombreux cas, été couronnées de succès.

Carlo Fidanza, membre de la Commission Agriculture du PE, est intervenu sur la question des droits de douane, et a reconnu l'importance de la question, soulignant toutefois que, lors de son premier mandat, Trump les a appliqués de manière sélective, également sur la base d'accords bilatéraux entre pays, et que l’Italie peut jouer un rôle politique qui lui permette de protéger ses intérêts dans le domaine agroalimentaire. En matière de droits de douane, Dario Nardella, également membre de la Commission Agriculture du PE, a quant à lui exprimé sa préoccupation, soulignant le danger d'une division entre les pays européens en ce qui concerne les politiques commerciales. Si l’Italie pense pouvoir bénéficier d'un traitement de faveur de la part du gouvernement américain – a ajouté Nardella - elle commet une erreur stratégique car le seul bilatéralisme efficace est celui entre les États-Unis et l'Union européenne, qui doit toutefois rationaliser ses processus décisionnels. Dans un scénario aussi

complexe et compétitif, la technologie prend une valeur de plus en plus stratégique.

C'est ce qu'a souligné Alessandro Malavolti, vice-président du CEMA, en confirmant la leadership de l'industrie italienne et européenne. Au cours de ces années, j'ai vu la qualité des technologies agromécaniques croître de manière impressionnante, encore renforcée par les systèmes numériques de dernière génération - a déclaré Malavolti - et le souhait des constructeurs européens est de pouvoir accéder librement aux marchés internationaux en faisant valoir la qualité technologique de leurs solutions. Le risque qui se présente aujourd'hui - a réaffirmé Stefano Bonaccini (Commission de l'agriculture du PE) lors de son intervention - est que les pays membres mettent en œuvre une politique d'accords bilatéraux avec les États-Unis qui finirait par désagréger l’Europe, au détriment de son unité et de sa cohésion. J'espère que nous travaillerons tous ensemble dans la même direction – a déclaré Bonaccini en conclusion – pour défendre les intérêts européens et italiens. Cette rencontre a représenté l'un des moments les plus intéressants de la présence à l'EIMA de la délégation des députés européens, composée également de Stefano Cavedagna et Pierfrancesco Maran (Commission IMCO, Marché intérieur), Salvatore De Meo (Commission AGRI, Agriculture), Elisabetta Gualmini et Mariateresa Vivaldini (Commission ITRE, Industrie), qui a ensuite visité les pavillons bondés de l'Exposition, s'attardant dans l'espace externe où les députés européens ont pu admirer et même conduire certains des tracteurs finalistes du Tractor of the Year.

 Bologne, le 8 novembre 2024